

ÉCO&TRANSITION

Entre l'Inde et les États-Unis, l'autre bras de fer commercial

— Les États-Unis ont imposé mercredi 27 août des droits de douane de 50 % sur une majeure partie des produits indiens, accusant l'Inde de financer indirectement la guerre en Ukraine par ses achats massifs de pétrole russe.

— La mesure pourrait avoir un impact important sur l'économie indienne.

Les États-Unis ont mis en place, mercredi 27 août, un doublement des droits de douane, portés à 50 %, sur tous les produits venant d'Inde. Seules la pharmacie et l'électronique – qui concerne la fabrication des iPhone du géant Apple – sont pour l'heure épargnées par la punition annoncée par les autorités américaines. Selon la version officielle donnée par l'administration Trump, il s'agit de représailles vis-à-vis de l'Inde, accusée de financer indirectement la guerre menée en Ukraine, en achetant massivement du pétrole russe. « L'Inde agit comme un bureau mondial de blanchiment du pétrole russe, en transformant du brut en exportations juteuses et en offrant à Moscou les dollars dont elle a besoin », a dénoncé ce mois-ci le conseiller de la Maison-Blanche pour le commerce, Peter Navarro.

En 2024, la Russie représentait près de 36 % des importations totales de pétrole brut de l'Inde, soit environ 1,8 million de barils

par jour, contre environ 2 % avant 2022 et le début de la guerre en Ukraine, selon les données fournies par les autorités indiennes. Après la Chine, le pays représente le deuxième débouché pour le brut russe, soit 37 % des exportations. Les deux parties y trouvent l'intérêt. La Russie écoule son pétrole, contournant ainsi les sanctions occidentales, et l'Inde l'achète moins cher, avec un rabais estimé aujourd'hui autour de 7 % par rapport aux cours mondiaux. Cela donne un avantage compétitif indéniable à l'économie indienne. Mais New Delhi se défend. Le ministre indien des affaires extérieures, Subrahmanya Jaishankar, affirme que ces achats permettent de stabiliser les prix du pétrole sur les marchés. Selon lui, les États-Unis et l'Europe achètent du brut raffiné en Inde en parfaite connaissance de cause.

Pour l'Inde, ces droits de douane risquent en tout cas d'avoir des conséquences importantes. Le marché américain constitue sa première destination commerciale avec un volume d'exportation de 87 milliards de dollars (75 milliards d'euros) en 2024. Selon les analystes de la banque japonaise Nomura, ce taux de 50 % « s'apparenterait à un véritable embargo commercial », avec des conséquences majeures pour les entreprises indiennes « à faible valeur ajoutée ou aux marges réduites ». Les économistes estiment qu'un tel

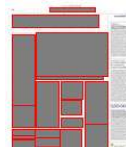
niveau pourrait amputer la croissance économique du pays de 0,7 % à 1 %, la faisant retomber sous la barre des 6 %, son plus bas niveau depuis la pandémie de Covid. L'agence Standard and Poor's (S&P) anticipe, de son côté, une baisse de 1,2 % du PIB mais juge qu'elle restera « ponctuelle » et « n'affectera pas » ses perspectives à long terme.

Les exportateurs indiens de textile, fruits de mer ou joaillerie ont déjà fait état de l'annulation de commandes américaines au bénéfice de leurs rivaux du Bangladesh ou du Vietnam, laissant augurer d'importantes suppressions d'emplois. Ce serait aussi une mauvaise nouvelle pour l'industrie photovoltaïque indienne, dont les États-Unis représentent le premier marché. Face à ces menaces, le gouvernement indien prépare des mesures de soutien à ses exportateurs et a proposé des baisses des taxes sur les produits de première nécessité pour protéger la consommation.

Pour l'instant, les États-Unis ne semblent pas disposés à amender leur position, même si les discussions n'ont pas été rompues. Elles butent sur les secteurs de l'agriculture et des produits laitiers américains. Washington exige un meilleur accès au marché indien. Un sujet sensible pour le premier ministre Narendra Modi, qui cherche à conserver le soutien électoral d'une majorité d'agriculteurs, vital à sa coalition.

Selon les médias indiens, les





négociateurs américains auraient annulé une visite prévue ces jours-ci à New Delhi, suggérant ainsi que les tractations bilatérales étaient bloquées. En attendant, l'Inde se rapproche de la Chine. Les deux pays ont annoncé, mi-août, une reprise de leur commerce frontalier cinq ans après son interruption et un nouveau partenariat commercial serait à l'étude. Il pourrait être dévoilé lors de la visite à Pékin de Narendra Modi le 31 août et le 1^{er} septembre.

Jean-Claude Bourbon

repères

La Chine pousse

à une autre gouvernance mondiale

Le président chinois Xi Jinping accueille ce week-end le Russe Vladimir Poutine, l'Indien Narendra Modi et une volée de dirigeants eurasiatiques pour un sommet de l'Organisation

de coopération de Shanghai (OCS) où Pékin entend promouvoir une gouvernance mondiale alternative à celle des Occidentaux.

La visite de Modi marquera son premier déplacement en Chine depuis 2018. Elle a lieu quelques jours après l'entrée en vigueur de nouvelles surtaxes

douanières américaines sur les exportations indiennes.

Les deux pays les plus peuplés du monde, la Chine et l'Inde, se livrent une lutte d'influence en Asie du Sud.

Ils se sont opposés lors d'un affrontement militaire meurtrier à leur frontière en 2020. Mais un dégel a commencé en octobre 2024, lorsque les deux présidents se sont rencontrés pour la première fois en cinq ans, lors d'un sommet en Russie.

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Face aux menaces américaines, le gouvernement indien prépare des mesures de soutien à ses exportateurs.

Dans une boutique de Chennai (sud de l'Inde). Les exportateurs indiens de joaillerie ont constaté l'annulation de commandes américaines, après la montée des droits de douane. R. Satish Babu/AFP